

**INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 125-5 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT**

Commune de Bouillac

Nature et intensité du risque d'inondation

I – DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE

La commune de Bouillac est située en bordure du Lot. Les grandes crues du Lot occupent largement la plaine alluviale, parfois d'un pied de versant à l'autre.

Parmi les crues importantes du Lot, on peut noter celles d'octobre 1868 (7,15 mètres à l'échelle de Capdenac), septembre 1875 (7,40 m), octobre 1920 (6,80 m), mars 1927 (7,05 m), décembre 1944 (6,42 m), décembre 1976 (5,90 m), décembre 1981 (5,78 m), novembre 1994 (5,00 m) et tout récemment décembre 2003 (6,35 m). La crue la plus forte recensée dans le secteur est celle de mars 1783.

Ces évènements et quelques études hydrauliques ont permis de déterminer, pour la crue centennale, les secteurs à risque faible à moyen, avec un niveau d'eau inférieur à 1 mètre et des vitesses d'écoulement faibles, et les secteurs à risque fort, avec un niveau d'eau supérieur à 1 mètre ou des vitesses d'écoulement fortes.

II - LE PLAN DE PREVENTION DU RISQUE D'INONDATION

Le plan de prévention du risque d'inondation, approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2006-348-2 du 14 décembre 2006, définit un zonage réglementaire, qui prend en compte les inondations passées.

La cartographie réglementaire des zones inondables comprend les zones suivantes :

- la zone de risque fort, considérée comme inconstructible ; néanmoins, des prescriptions particulières pour la construction sont prévues dans le secteur déjà urbanisé.
- la zone de risque faible à moyen, considérée comme constructible avec prescriptions en secteur aggloméré et, a priori, comme non constructible avec préservation du champ d'expansion des crues en secteur rural. Dans ce dernier secteur, seules les constructions, liées aux activités existant préalablement à l'approbation du plan de prévention du risque ou relatives à la remise en navigabilité du Lot, sont acceptées sous réserve du respect de certaines prescriptions.

Le détail des interdictions de construire et des prescriptions figure dans le règlement du plan de prévention du risque d'inondation.